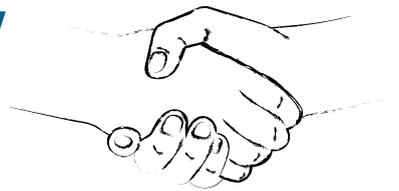


**L'humain,  
la planète,  
la démocratie :  
ESS France  
en action!**



## LES RAISONS D'AGIR DES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Extrait de la Déclaration d'engagement de l'ESS adoptée le 10 décembre 2021

« La raison d'agir de l'économie sociale et solidaire est d'orienter le progrès, dans toutes ses dimensions, à la fois sociale, économique, démocratique, citoyenne et écologique. L'ESS s'efforce d'organiser les mutations des modes de production et de consommation imposées par l'urgence écologique et sociale en développant le pouvoir d'agir par l'engagement et le pouvoir de vivre du plus grand nombre. Elle se fonde sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la responsabilité, la démocratie et la raison. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie, qui démontre par la preuve que la prospérité peut être inclusive et atteinte en respectant les limites planétaires avec l'implication de toutes et tous. »



Retrouvez l'ensemble de la Déclaration d'engagement de l'ESS

## Nous imaginons un futur où l'économie sociale et solidaire serait la norme !

Extrait du manifeste, issu du congrès des 10 ans de la loi ESS

« Nous portons un droit au bonheur qui se vit dans la force des coopérations, la liberté de s'associer et de s'exprimer, le fait de s'épanouir dans la poursuite de cause d'intérêt général. [...] Le temps n'est plus aux succès d'estime pour l'économie sociale et solidaire. En fidélité à deux siècles d'histoire qui ont apporté la preuve que nous avons le droit de penser plus grand que ce que nous sommes, nous af-

firmos pour la décennie qui vient que le temps est à la prise de responsabilité et à l'ambition : le chemin que nous avons ouvert doit nous mener plus loin. Nous nous engageons donc à œuvrer collectivement pour guider notre action dans les 10 prochaines années. »

Retrouvez l'ensemble du manifeste



PAGE 4

### « Nous ne sommes pas un mode d'entreprendre à part »

Interview croisée : Jérôme Saddier et Benoît Hamon, présidents d'ESS France

PAGE 6

### ESS France, la voix de l'économie sociale et solidaire

PAGE 8

### Les temps forts de 2024

PAGE 10

## 1 Affirmer un mode d'entreprendre

PAGE 14

### Zoom sur le congrès DES 10 ANS DE LA LOI ESS

PAGE 16

## 2 Organiser les transitions

PAGE 20

### Zoom sur ESS France, LE RÉSEAU DES CRESS

PAGE 24

## 3 Oser la démocratie

PAGE 28

## 4 S'engager au-delà des frontières

PAGE 32

### La gouvernance

PAGE 33

### L'équipe salariée

PAGE 34

### Le budget annuel

PAGE 35

### Nos membres et partenaires

ESS France  
34 bis rue Vignon, 75009 Paris

Directeur de la publication : Antoine Détourné  
Coordination de la rédaction : Marie Gerard  
Relecture : Anne Poncelin de Raucourt  
Conception et réalisation : agence Les grenades  
Illustrations : Amélie du Petit Thouars & Marjorie Catez / Les grenades

# « Les entreprises et organisations de l'ESS sont une ressource supplémentaire pour l'émancipation des individus »



**BENOÎT HAMON,  
JÉRÔME SADDIER,  
PRÉSIDENTS  
D'ESS FRANCE**

« Nous sommes une force précieuse au moment de penser les alternatives à un modèle économique en voie d'obsolescence. » **B.H.**

## Quelles ont été les priorités et les enjeux pour ESS France sur le premier semestre 2024 ?

**JÉRÔME SADDIER** : Cette année 2024 a été d'abord tournée vers la préparation du 10e anniversaire de la loi sur l'ESS. Nous voulions organiser un événement fédérateur avec plusieurs centaines de personnes et présenter une déclaration relative à l'imaginaire que porte l'ESS dans une période troublée sur tous les plans : démocratique, économique, social, écologique...

Ce congrès a été une grande réussite tout en s'inscrivant dans un agenda politique délicat : nomination en début d'année du nouveau gouvernement dirigé par Gabriel Attal, dans lequel l'ESS et les associations avaient au départ disparu de l'organigramme ; élections européennes

en juin qui nous ont vu porter un plaidoyer fort avec nos homologues européens ; et surtout annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale conduisant à de nouvelles élections législatives en juillet placées sous la menace de l'extrême-droite.

Sur ce dernier point, ESS France a su prendre ses responsabilités et a rappelé, au nom de la déclaration d'engagement adoptée en 2021, son attachement aux principes républicains et donc son opposition à celles et ceux qui en sont les ennemis délégués. La mobilisation des organisations de la société civile n'est pas étrangère il me semble aux résultats des urnes ; cela doit nous conforter dans l'idée que, unis et rassemblés, nous sommes une force citoyenne. Et puis évidemment dans la mesure où je terminais mon mandat en juin dernier, il me fallait proposer une méthode pour choisir la personne qui prendra la présidence à ma suite.

## Était-il évident pour vous de proposer un processus électoral ouvert pour la présidence d'ESS France ?

**J. S.** : C'était une nécessité ! Mon élection fin 2018 s'était déroulée dans un contexte de tensions et d'incertitudes quant à l'avenir de notre organisation commune. Après plusieurs années de reconstruction et de cohésion, il fallait que ce processus garantisse la continuité d'un état d'esprit collectif, et le plus démocratique possible. Ceci a été fait avec le soutien unanime du conseil d'administration. Les trois candidats (malheureusement sans candidate) à la présidence ont pu faire une campagne équilibrée et juste, exprimant des sensibilités différentes mais surtout une grande convergence en matière d'orientations. Au terme de ce processus, je suis évidemment fier de voir le flambeau repris par Benoît Hamon, qui s'est par ailleurs entouré d'une belle équipe. Quant à moi, je reste administrateur mais d'abord concentré sur la représentation des coopératives.

## Vous avez pris vos fonctions à l'occasion du Congrès des 10 ans de la loi ESS. Quels enjeux vous semblent prioritaires pour l'avenir ?

**BENOÎT HAMON** : ESS France a joué un rôle éminemment utile et responsable en proposant de rassembler les acteurs de l'ESS pour défendre et incarner notre vision et nos valeurs face à l'extrême droite. Nous ne pouvions pas continuer à être des entreprises et organisations qui réparons le monde et nous désintéresser du programme électoral d'une famille politique qui juge l'inégalité désirable, revendique la préférence nationale et fait la chasse aux acteurs de l'intérêt général partout où elle a pris le pouvoir localement ou nationalement. Le pire a été évité grâce à la société civile organisée et je m'en réjouis.

Pour l'avenir, notre feuille de route est claire. J'estime que l'économie sociale et solidaire en France et par extension l'économie sociale en Europe et dans le Monde sont à la symétrie exacte des visées impérialistes et autoritaires du capitalisme américain.

Observez donc : Musk et consorts en veulent à la démocratie politique qui donne trop de droits à ceux qu'ils jugent improductifs, les pauvres et

les minorités et qui empêchent les riches, à leurs yeux plus intelligents que tous les autres, de prospérer et donc de faire le bien. Leur théorie de l'intérêt général a le mérite de la simplicité autant que du cynisme : « plus nous sommes riches, mieux le monde se porte ». À l'inverse, les entreprises et organisations de l'ESS se proclament hospitalières à la démocratie et à la délibération collective. Loin d'être le fer de lance d'un appauvrissement de la démocratie et donc du pouvoir des citoyens sur leur vie, elles sont le moyen d'une extension du champ de la démocratie, une ressource supplémentaire pour l'émancipation des individus. C'est d'abord cela que nous devons affirmer. Nous ne sommes pas un mode d'entreprendre à part. Nous sommes une force précieuse au moment de penser les alternatives à un modèle économique en voie d'obsolescence car devenu prédateur des écosystèmes naturels et sociaux. À l'heure où j'écris ces lignes, l'ESS n'a pas encore la force suffisante pour représenter un modèle entrepreneurial et économique aussi légitime que les entreprises conventionnelles. Cette faiblesse relative est d'abord celle d'une absence de reconnaissance institutionnelle et politique, tandis pourtant que la conscience de son importance grandit partout auprès de nos concitoyens.

2025 dans la foulée de 2024 sera une année de montée en puissance de l'ESS en France. Le rapport de la cour des comptes à venir sur la réalité des transferts de l'Etat vers l'ESS et la stratégie de développement de l'ESS seront des documents financiers et stratégiques précieux pour fixer le cap et l'agenda de ce changement d'échelle.

## Si vous deviez résumer l'année 2024 en une phrase ?

**J. S.** : 2024 a été une année de travail et de célébration autour de notre unité, de notre reconnaissance et de notre développement ; mais tout le potentiel de l'ESS sera compromis si les « vents mauvais » qui soufflent depuis quelques mois dans le monde politique l'emportent sur l'esprit de liberté et de responsabilité qui nous guide.

**B. H.** : 2024 s'achève sur la victoire de Trump aux États-Unis. « Dans la tempête et le bruit, la clarté paraît grandie », écrivait Victor Hugo. Les périodes de trouble et de chaos

peuvent paradoxalement mener à une plus grande clarté et compréhension de l'essentiel et de l'intérêt général. L'ESS incarne un pôle de stabilité, un étendard à saisir pour les peuples, les entreprises et les gouvernements face au chaos d'un capitalisme américain saisi par la démesure.

## Quel sera l'axe principal de travail en 2025 pour ESS France ?

**B. H.** : En 2025, la France va publier une stratégie nationale de développement de l'ESS dans un contexte radicalement différent de celui de l'adoption de la Loi du 31 juillet 2014 sur l'ESS. Parce que nous voulons que cette stratégie ne soit pas déconnectée des demandes des Français, des réalités territoriales, et pour garantir les conditions d'une réflexion la plus collective possible, ESS France – avec ses membres – s'impliquera et produira une contribution générale et structurante. Elle ne sera ni un inventaire de mesures de court terme, ni un texte verbeux, mais comprendra des propositions fortes, des objectifs chiffrés et une chronologie pour le développement de l'ESS et son passage à l'échelle. Les nouvelles commissions d'ESS France enrichiront cette contribution, qui sera présentée fin septembre 2025, à l'occasion de l'événement de rentrée d'ESS France.

L'année 2025 sera décisive pour l'ESS. Mais nous, acteurs de l'ESS, sommes certains d'une chose : l'ESS est une réponse évidente à l'enjeu crucial pour l'humanité, où qu'elle habite sur la planète, de conclure économie et écologie, économie et justice sociale, économie et démocratie.

« Tout le potentiel de l'ESS sera compromis si les « vents mauvais » qui soufflent depuis quelques mois dans le monde politique l'emportent sur l'esprit de liberté et de responsabilité qui nous guide. » **J.S.**

# ESS FRANCE, LA VOIX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Reconnue représentative par la loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS, ESS France fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres régionales de l'ESS, et les réseaux de l'ESS qui souhaitent s'investir dans ses activités en valorisant son appartenance à ce « mode d'entreprendre et de développement ».

Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France contribue, depuis plus de vingt ans, au développement de l'économie sociale et solidaire dans toutes ses dimensions.

## ESS FRANCE ADHÈRE



## NOS MISSIONS



ESS FRANCE, RÉSEAU DES CRESS, ARTICULE DIMENSIONS NATIONALE ET TERRITORIALE DANS LA RÉALISATION CONCRÈTE DES MISSIONS.



### Promouvoir & représenter

- ↳ Représentation de l'ESS dans les instances de dialogue économique et entrepreneurial
- ↳ Plaidoyer auprès des institutions et pouvoirs publics
- ↳ Promotion auprès du grand public

### Observer & connaître

- ↳ Observation des réalités et dynamiques des entreprises de l'ESS
- ↳ Tenue de la liste des entreprises : collecte, analyse et mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'ESS
- ↳ Prospective des filières et secteurs dans lesquels l'ESS peut renforcer son développement

### Animer & outiller

- ↳ Animation de l'écosystème de l'ESS sur les grands enjeux transversaux à ses modèles
- ↳ Outillage des équipes des CRESS sur leurs différentes missions : transition écologique, observations, achats socialement et écologiquement responsables...
- ↳ Déploiement de projets partagés avec l'écosystème

## NOS ADHÉRENTS

### Collège 1

**Les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'ESS**  
Mutuelles, coopératives, fondations, associations, sociétés commerciales de l'ESS

### Collège 3

**Les organisations transversales et les employeurs.** Personnes morales (fédérations, réseaux, collectifs ou regroupements de niveau national) qui participent à la promotion de l'ESS

### Collège 2

**Les Chambres régionales de l'ESS**

### Collège 4

**Les membres associés**  
Personnes morales ou physiques qui partagent les valeurs de l'ESS

# LES TEMPS FORTS DE 2024



## Janvier

> Sortie de la vidéo pErSpectiveS sur le bâtiment : « **ESS & BTP : changer nos façons de construire et d'habiter** » en partenariat avec Aésio Mutuelle

> PUBLICATION du focus « **Travailler dans l'ESS** » en partenariat avec Harmonie Mutuelle

1 **10<sup>e</sup> édition du Forum national de l'ESS et de l'innovation sociale** à Niort

> Attentes et propositions de l'ESS : note de position sur la **lutte contre le gaspillage alimentaire**

• **ARRIVÉE DE JOSSIE RAVOMANANA**, chargée de l'ingénierie de formation et des projets européens

## Février

> PUBLICATION de la **note de conjoncture de l'emploi dans l'ESS** à la fin du premier semestre 2023

> Lancement de l'**AMI d'ESS France** pour le réemploi des textiles

PUBLICATION de **LA NOTE PERSPECTIVES « ESS & SANTÉ »**

> Événement de lancement de l'**Union pour le réemploi solidaire**

## Mars

> **Comité de nomination des candidats** pour la présidence d'ESS France

> Lancement d'**Imagin'Ère** de l'ESS

**WEBINAIRE « Améliorer ses pratiques environnementales internes, je me lance ! »**

## Avril

> Ouverture de la grande consultation dans le cadre du congrès de l'ESS

**WEBINAIRE Imagin'Ère de l'ESS « ESS & sport : comment transformer l'essai ? »**

> **Benoît Hamon** est élu nouveau **président d'ESS France**

## Mai

> 4<sup>e</sup> édition de la **Semaine des achats socialement et écologiquement responsables**

**WEBINAIRE Imagin'Ère de l'ESS « ESS et Europe : quel futur souhaitable pour l'ESS au niveau européen ? »**

> Lancement d'une enquête sur le guide des bonnes pratiques de l'ESS

> Flyer « **2024-2034 : Comment l'ESS a transformé la société** » en partenariat avec le Crédit Coopératif

> PUBLICATION de la **note de conjoncture de l'emploi dans l'ESS** au 2<sup>e</sup> semestre 2023

## Juin

2 **Congrès des 10 ans de la loi ESS** : table ronde d'ouverture à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale

> Signature de l'accord de partenariat entre ESS France et le Réseau ivoirien de l'ESS (RIESS)

> Sortie du **Manifeste** à l'issue du congrès des 10 ans de la loi

> Résolution « **Face à l'extrême droite, les acteurs de l'ESS appellent à l'engagement** »

**WEBINAIRE « Accéder au foncier pour accélérer la transition écologique »**

> PUBLICATION du plaidoyer d'ESS France pour les élections européennes

> Livret « **Ce que vous avez toujours voulu savoir sur la loi ESS de 2014** » en partenariat avec Aéma Groupe

## Juillet

> Communiqué de presse : mobilisation générale de l'ESS face à l'extrême droite

> Tribune de Benoît Hamon dans le *Huffington Post* : « **Pour une Assemblée nationale émancipée grâce à une coopération inédite avec la société civile** »

• **ARRIVÉE DE STEVE LEWIS**, responsable de l'Observatoire national de l'ESS

> Premier séminaire du nouveau bureau d'ESS France

## Septembre

**WEBINAIRE « L'ESS actrice de la démocratie alimentaire »**

> PUBLICATION de l'étude sur les schémas logistiques mutualisés entre structures de l'ESS spécialistes du réemploi des matériaux du bâtiment dans trois régions pilotes : Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne et Normandie

> Le Grand Journal de l'ESS : temps fort de rentrée du plaidoyer d'ESS France

> Focus ESS France : « **Manuel pour placer l'ESS au cœur des planifications** » en partenariat avec Aéma Groupe

• **ARRIVÉE D'HOUSSEINATOU CAMARA**, chargée de mission auprès de la présidence et de la délégation générale

• **ARRIVÉE D'OUMAYMA RHIATI**, chargée de communication en alternance

> Deux nouveaux critères disponibles sur Carteco : l'éducation à la nature et à l'environnement ; l'accompagnement à la transformation écologique !

## Octobre

3 **Conférence de presse** d'ESS France à la suite du projet de loi de finances 2025 et des coupes budgétaires annoncées pour l'ESS

PUBLICATION de **LA NOTE PERSPECTIVES « VERS UN SYSTÈME ALIMENTAIRE PROMOTEUR DE SANTÉ »**

> Lettre ouverte d'ESS France au **Premier ministre, Michel Barnier**, pour exprimer la profonde inquiétude de l'ensemble des familles de l'ESS sur les conséquences sociales du budget annoncé dans le PLF 2025

## Novembre

4 **Lancement du Mois de l'ESS 2024**, remise des prix de l'ESS, annonce inédite de la nouvelle campagne d'affichage et discours de la ministre Marie-Agnès Poushier-Winsback

> Campagne de communication : affichage et réseaux sociaux pour le Mois de l'ESS

> PUBLICATION du focus « **Le sanitaire et social par l'ESS** » en partenariat avec Harmonie Mutuelle

> Présence pour la première fois d'ESS France et des CRESS au Salon des maires à Paris

> Adoption de la nouvelle résolution à l'assemblée générale des Nations unies

> Conférence baSE : « **Comment redonner du pouvoir d'agir aux citoyens sur les enjeux de transition écologique ?** »

## Décembre

**WEBINAIRE « Les ruralités face à la crise écologique »**

> L'intergroupe « Économie sociale & services d'intérêt général » officiellement adopté

**WEBINAIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, AVEC LE SOUTIEN DE LA CAISSE D'ÉPARGNE**  
**NOTE PERSPECTIVES FILIÈRES EN PARTENARIAT AVEC AÉSIO MUTUELLE ET LE GROUPE VYV**  
 RECRUTEMENTS



Observer & connaître

Promouvoir & représenter



# Affirmer un mode d'entreprendre

C'est au service de l'évolution de notre mode d'entreprendre et de développement qu'ESS France s'est mobilisée tout au long de l'année 2024, marquée tant par l'anniversaire de la loi de 2014 relative à l'ESS, que par la dissolution de l'Assemblée nationale et l'instabilité gouvernementale qui en a découlé. ESS France s'est largement mobilisée auprès de la société civile en appelant au sursaut face à la possible accession au pouvoir de l'extrême droite. En 2024, elle aura vu se succéder trois ministres chargés de l'ESS, avec qui les contacts ont été fréquents dans l'objectif d'obtenir des politiques ambitieuses pour l'ESS.



© POURVA GOHARI / UNSPLASH.COM

## Financer l'ESS à hauteur des enjeux

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente 200 000 entreprises et 2,7 millions d'emplois. Essentielle pour le quotidien de la population française, elle assure de nombreuses activités d'intérêt général, avec des moyens étatiques pourtant insuffisants. ESS France s'est ainsi mobilisée dans le cadre du [projet de loi de finances \(PLF\) 2025](#) pour préserver nos modèles tout en identifiant des pistes pour aug-

menter les financements dédiés à l'ESS. Ces propositions et celles de nos membres ont été consolidées et transmises aux parlementaires. ESS France a notamment proposé de réorienter une part de la taxe parafiscale attribuée aux chambres de commerce et d'industrie et aux chambres de métiers et de l'artisanat vers le financement des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS).



© DR

## FORUM NATIONAL DE L'ESS À NIORT

Le Forum national de l'ESS et de l'innovation sociale fêtait ses 10 ans en 2024. Ce temps fédérateur était organisé à Niort par la CRESS de Nouvelle-Aquitaine. Pendant trois jours, 185 conférences et ateliers ont été proposés aux plus de 2000 participant-es. ESS France a coordonné l'organisation de trois séquences plénières portant sur les thèmes suivants : la loi de 2014, le développement local et la dimension internationale de l'ESS.

**Découvrez l'article dédié sur notre site**

## PLF 2025 : un désastre pour les solidarités, un recul pour l'ESS

Les orientations budgétaires décidées par le gouvernement pour la construction du PLF pour 2025 se sont avérées largement incompatibles avec une évolution pérenne de notre mode d'entreprendre et de développement. **Les coupes budgétaires affectant de nombreux secteurs de l'ESS**, combinées à la diminution importante des dotations aux collectivités territoriales ainsi qu'à la diminution de 25 % du budget dédié au développement de l'ESS, menaçaient au total

186 000 emplois de l'ESS selon l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES). Face à ces choix délétères pour le maintien des solidarités, ESS France a continué à mobiliser les parlementaires, qui ont été nombreux à se saisir de ses propositions. **Cette mobilisation a abouti à une augmentation de la ligne ESS de 10 millions d'euros** en comparaison avec le budget exécuté de 2024, avec le soutien du gouvernement.

**Plus d'informations sur notre site**

## 2014-2024 : 10 ans de la loi ESS, et après ?

ESS France a consacré une grande part de son activité au cours de l'année 2024 à l'anniversaire de la loi du 31 juillet 2014 sur l'ESS. ESS France a publié, en partenariat avec Aéma Groupe, [le livret](#) intitulé « **Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la loi ESS de 2014** », qui visait tant à accompagner les acteurs à mieux comprendre le cadre légal de l'ESS, qu'à tirer un bilan de la loi, dix ans après son adoption. Notant une insuffisance des moyens dédiés au développement de l'ESS, ESS France montre que les ambitions du législateur n'ont pas été atteintes. Afin de se projeter dans l'avenir, pour imaginer en quoi le développement de l'ESS peut conduire à un futur désirable, ESS France a publié, en partenariat avec le Crédit coopératif, [le flyer](#) « **2024-2034 : comment l'ESS a transformé la société** ». L'anniversaire de la loi était également central durant le congrès d'ESS France de juin 2024 (lire pages 14 et 15).

**Plus d'informations sur notre site**  
[#AémaGroupe](#) [#CréditCoopératif](#)

## ZOOM SUR UNE CONFÉRENCE DE PRESSE POUR TIRER LA SONNETTE D'ALARME

Parmi les actions déployées par ESS France, il est à noter l'organisation d'une conférence de presse rassemblant ESS France et ses membres, le 16 octobre 2024. La présence de nombreux journalistes ainsi que la publication d'une dépêche AFP après l'échange ont été un facteur clé pour donner un large écho à notre analyse et nos propositions. La publication de plusieurs articles dans la presse généraliste a témoigné de la place croissante qu'occupe ESS France dans le débat public.

**Découvrez l'article dédié sur notre site**



### TÉMOIGNAGE

**VÉRONIQUE LOUWAGIE,**  
MINISTRE DÉLÉGUÉE  
CHARGÉE DU  
COMMERCE, DE  
L'ARTISANAT, DES  
PETITES ET MOYENNES  
ENTREPRISES ET DE  
L'ÉCONOMIE SOCIALE  
ET SOLIDAIRE

### Penser le long terme, agir dès maintenant

« Face aux mutations du monde, nous nous devons d'inscrire notre économie dans une trajectoire durable et promouvoir notre modèle français. L'ESS, moteur d'innovation et de résilience, doit être pleinement intégrée à cette ambition. Nous devons accompagner les structures les plus fragiles, renforcer l'organisation territoriale de l'ESS, tout en anticipant les enjeux de 2035. C'est tout le sens des consultations engagées cette année à travers la France pour bâtir une stratégie nationale ambitieuse. C'est aussi l'objectif de la conférence des financeurs, qui réunira acteurs de l'ESS, investisseurs publics et privés pour structurer un modèle pérenne. Se projeter, c'est donner à l'ESS les moyens de répondre aux défis de l'emploi, des achats responsables et de la transition écologique, en conciliant action immédiate et vision de long terme. »

## Placer l'ESS au cœur des planifications

ESS France a élaboré, en partenariat avec Aéma Groupe, le « [Manuel pour placer l'ESS au cœur des planifications](#) ». Les planifications qu'ESS France appelle de ses vœux visent à penser demain dans une époque marquée par les incertitudes. Les modèles entrepreneuriaux de l'ESS ont le souci du long terme et leurs principes de gestion sont appelés à jouer un rôle clé dans les politiques

publiques de planification : utilité sociale, lucrativité encadrée, gouvernance démocratique. Avec des interviews d'acteurs et des exemples concrets, ce livret issu de l'événement de rentrée 2023 propose des leviers d'actions pour les décideurs publics.

**Plus d'informations sur notre site**  
#AémaGroupe

## Développer les entreprises de l'ESS

Soucieuse de soutenir le développement des entreprises de l'ESS et de renforcer leur accès aux marchés, ESS France a travaillé en étroite collaboration avec les chargées de mission des Chambres régionales de l'ESS (CRESS) en vue de structurer une offre nationale d'accompagnement. Une analyse approfondie des compétences du réseau a permis d'identifier les forces en présence et les axes de montée en compétences, en s'appuyant sur l'expertise terrain des CRESS. Ces expertises couvrent notamment :

- > la sensibilisation et la formation aux enjeux des achats responsables ;
- > le diagnostic des pratiques d'achats ESS des entreprises et collectivités ;
- > le sourcing et la mise en relation avec les acteurs de l'ESS ;
- > l'accompagnement dans la mise en œuvre de solutions de coopération.

En optimisant les ressources et en renforçant les synergies interrégionales, ESS France consolide ainsi le rôle des CRESS comme interlocutrices essentielles pour les entreprises souhaitant intégrer l'ESS dans leurs achats.

**Plus d'informations sur notre site**

## Analyse de la donnée et besoins d'étude

La liste nationale des entreprises de l'ESS a été actualisée sur la base des données disponibles au 31 mai 2024. Alors que les données de cette mission statistique concernent principalement le produit bancaire livret de développement durable et solidaire (LDDS), elles ont également servi à préciser l'analyse du secteur sanitaire et social. En novembre 2024, l'ONESS, en partenariat avec le pôle d'expertise ESS d'Harmonie Mutuelle, a publié [un focus](#) intitulé « Le sanitaire et social par l'ESS », visant à quantifier la place des

structures de l'ESS dans ce secteur. Les données issues de la liste ont été croisées avec un référentiel propre au sanitaire et social pour préciser la typologie et la nature des services proposés (services d'aide et d'accompagnement à domicile, services de soins infirmiers à domicile, etc.). Cette combinaison statistique complète donc la nomenclature d'activité économique, également utilisée par l'observatoire, qui ne propose pas une qualification à partir des référentiels propres à chaque secteur.  
#HarmonieMutuelleESS



# +31 257

**c'est le solde net d'emplois dans l'ESS sur un an à fin juin 2024.**

## CONJONCTURE DE L'EMPLOI

Les deux notes de conjoncture publiées par l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire (ONESS) ont permis à l'écosystème de prendre connaissance des bons chiffres de l'emploi dans l'ESS : [+31k au 2<sup>e</sup> semestre 2023](#) et [+31k au 1<sup>er</sup> semestre 2024](#), malgré une évolution des salaires en léger retrait par rapport à l'inflation.

**Plus d'informations sur notre site**  
#CaisseD'Épargne

## L'ESS DANS L'ANNUAIRE DES ENTREPRISES

Depuis 2023, l'ONESS accompagne l'équipe de l'Annuaire des entreprises pour améliorer l'identification des entreprises de l'ESS, aboutissant à la publication d'une base de données sur data.gouv. En 2024, des discussions ont été engagées pour évaluer cet appui et aborder les suites à donner, cette mise à disposition n'étant pas envisagée dans les missions statistiques actuelles d'ESS France.

## DÉCRYPTER ET PROMOUVOIR L'ESS

Pour bien comprendre l'ESS, il est essentiel de définir ce qu'elle représente et de montrer son importance et son rôle dans l'économie, tant au niveau national qu'international. ESS France et Aésio Mutuelle publient un « chiffre de la semaine » qui, au travers de faits, de performances, d'actualités, de comparaisons et de dynamiques, permet à leur lectorat d'approfondir leurs connaissances et leur compréhension de l'ESS.

**À découvrir sur notre site**  
#AésioMutuelle



# +2 000

**personnes présentes au Forum national de l'ESS, fin janvier à Niort.**

## Documenter la singularité et la lisibilité de l'ESS : enquête sur le « Guide des bonnes pratiques »

L'ESS a un savoir-faire sur l'intégration des considérations sociales, environnementales, de gouvernance et de partage de la valeur, qui la positionne favorablement dans la réflexion autour des bonnes pratiques des entreprises. Néanmoins, le référentiel commun de l'ESS, le « Guide des bonnes pratiques de l'ESS », n'est que peu utilisé. Le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) a produit un avis sur le bilan de la loi de

2014 relative à l'ESS, dans lequel était émis le souhait qu'ESS France mène une enquête auprès des entreprises de l'ESS afin de comprendre les obstacles qui dissuadent les acteurs de s'approprier et d'utiliser le guide. Au cours de l'année 2024, ESS France a diffusé une enquête flash auprès de son écosystème, et a conduit de nombreux entretiens. Les résultats de ces travaux seront rendus publics au cours de l'année 2025.

## Travailler dans l'ESS : des enjeux d'attractivité

En janvier 2024, l'Observatoire national de l'ESS, en partenariat avec le pôle d'expertise ESS d'Harmonie Mutuelle, a publié le focus « Travailler dans l'ESS ». Cette étude souligne l'attrait des activités et des valeurs portées par les structures de l'ESS, tout en relevant les défis d'attractivité auxquels elles font face. France Travail, sur son site web, recense d'ailleurs quatre bonnes raisons de travailler dans l'ESS. Ce focus dresse ainsi un état des lieux des conditions de travail dans l'ESS, dans un contexte marqué par des enjeux d'attractivité.

**Plus d'informations sur notre site**  
#HarmonieMutuelleESS

## PERSPECTIVES

### MISE EN PLACE D'UNE CELLULE DE VEILLE

Si l'augmentation de la ligne ESS de 10 millions d'euros permettra de soutenir davantage les têtes de réseau et les dispositifs d'aide aux entreprises de l'ESS, elle ne compensera pas l'ampleur de la fragilisation budgétaire de l'ESS, entérinée par l'adoption du PLF pour 2025. Les remontées de terrain nous montrent que nombre d'entreprises vont être amenées à supprimer des emplois et à arrêter des activités d'intérêt général. C'est dans ce contexte alarmant que nous avons écrit [un courrier à la ministre, Madame Véronique Louwagie](#), afin que soit placée auprès d'elle, à l'instar de ce qui a été fait lors de la crise du covid, une cellule de veille. Celle-ci, connectée aux services déconcentrés de l'État et associant ESS France, permettrait de suivre la situation économique, et s'articulerait à un réseau de cellules régionales animées par les CRESS.





crédits photos © JADE ANNEST

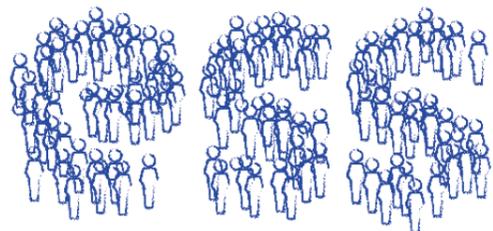


# DEUX JOURS HISTORIQUES



ZOOM SUR LE CONGRÈS 2024

Les 12 et 13 juin 2024, le congrès des 10 ans de la loi ESS organisé par ESS France a rassemblé plus de 1 200 personnes au Centre international de conférences de Sorbonne Université. L'actualité politique, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale a marqué les échanges. Retour sur cet événement fédérateur, dédié à penser une dynamique collective pour les dix ans qui viennent.



**+1 200**  
personnes présentes à Paris lors du congrès de l'ESS des 12 et 13 juin 2024.

## Résolution : appeler à l'engagement face à l'extrême droite

Face à la possibilité que l'extrême droite remporte les élections législatives de juin 2024, ESS France a fait partie des premières organisations appelant à l'engagement pour la République. Au cours du congrès des 12 et 13 juin, ESS France a proposé une résolution, votée à l'unanimité, rappelant que partout où l'extrême droite a pris le pouvoir, elle s'est attaquée à la société civile organisée. ESS France a appelé cette dernière à réagir en conséquence en participant aux mobilisations du camp républicain.

Plus d'informations sur notre site



© JADE ANNEST

## Manifeste à l'issue de la grande consultation d'ESS France

Le manifeste intitulé « Nous imaginons un futur où l'économie sociale et solidaire serait la norme ! » résume les orientations soulevées par une centaine d'acteurs et réseaux ayant contribué. Il est organisé autour de quatre axes pour penser l'ESS dans les dix ans qui viennent : l'imaginaire mobilisateur de l'ESS, nos engagements politiques, la place nouvelle pour la société civile dans les planifications, notre appel à l'action collective. Ce manifeste servira d'appui à la position qu'exprimera ESS France dans le cadre de la stratégie de développement devant être adoptée en 2025.

Plus d'informations sur notre site

### VILLAGE DES INITIATIVES

L'espace « Village des initiatives » regroupait plusieurs structures témoignant de la diversité des secteurs et des activités de l'ESS : Wallbreaker, J'accueille, PARKOUR59, Windcoop, Dowino, Coop Médias et le Centich.

## Imagin'Ère de l'ESS

En amont du congrès, Imagin'Ère de l'ESS a permis à toutes celles et ceux qui font l'ESS au quotidien de contribuer à « propulser l'ESS dans une nouvelle ère ». Pour participer à Imagin'Ère de l'ESS, trois options étaient possibles : participer à la grande consultation, envoyer une contribution, ou organiser un événement afin d'irriguer les travaux du congrès et les cahiers issus de celui-ci qui vont être publiés en 2025.

Plus d'informations sur notre site

## Imaginer le développement de l'ESS pour les dix années à venir

Quinze ateliers étaient proposés lors du congrès, répartis en cinq parcours : une économie pionnière et entreprenante, une économie innovante et résiliente, une économie protectrice et solidaire, une économie émancipatrice et engagée, et une économie fédératrice et de proximité. L'objectif était de réfléchir collectivement à la place de l'ESS dans la société pour les dix ans qui viennent. Quarante-dix expertes ont pu partager leur expérience et explorer les pistes de progression pour notre mode d'entreprendre et de développement.



© JADE ANNEST

**Merci aux partenaires du Congrès !**  
#AémaGroupe #Upcoop #Avisé #CaisseD'Épargne #Biocoop #MutuelleOcéaneMatmut #BanquePopulaire #CréditMutuel #CFF #CréditCoopératif #Maif #Valdelia #MutuelleDesMotards #GroupeVYV



Observer & connaître

Animer & outiller

# 2 Organiser les transitions

Face aux besoins de transformation écologique de notre société, l'ESS se mobilise, en proposant des solutions concrètes pour passer à l'action dans les territoires. Dans ce sens, ESS France anime depuis 2018 une dynamique collective autour des enjeux de transition écologique au travers de deux axes principaux : structurer et représenter les organisations de l'ESS qui opèrent des activités directes de transition et accompagner l'ensemble des structures de l'ESS à engager leur transformation écologique interne.



© REEMPLOISOLIDAIRE.ORG

## Pour une économie fondée sur la sobriété, la réparation et le réemploi

L'ESS a été pionnière des métiers du réemploi en France. Face aux récentes évolutions du secteur, il lui était devenu urgent de se fédérer pour être mieux reconnue dans la spécificité de ses modèles. C'est pourquoi six réseaux nationaux – Emmaüs France, le Réseau national des ressourceries et recycleries, Envie, L'Heureux Cyclage, le Coorace et ESS France – ont choisi de créer l'Union pour le réemploi solidaire, inaugurée à l'Assemblée nationale le 29 février 2024. À l'oc-

casion de cet événement, sept propositions ont été formulées pour faire du réemploi solidaire, la norme. Elles visent à accompagner les changements de comportement citoyens, à garantir des financements adaptés aux modèles et un accès à des gisements de qualité, ainsi qu'à définir des cadres de formation contribuant à la structuration de ces filières.

Plus d'informations sur le site dédié : [www.reemploisolidaire.org](http://www.reemploisolidaire.org)



© SCOTT BLAKE / UNSPLASH.COM

## ÉTUDE SUR LES SCHÉMAS LOGISTIQUES MUTUALISÉS DE L'ESS POUR DÉVELOPPER LE RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX DU BÂTIMENT

L'ESS est à l'initiative de solutions locales de réemploi des matériaux du bâtiment, filière en pleine émergence et en cours de structuration. Dans ce contexte, les collectifs de trois régions ont sollicité leur CRESS pour étudier comment mutualiser leurs moyens afin d'optimiser les solutions logistiques disponibles sur leur territoire. ESS France a coordonné cette étude avec les CRESS Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne et Normandie.

Plus d'informations sur notre site

## Développer les filières de la transition écologique

L'ESS est à l'initiative d'un grand nombre de solutions de transition écologique dans les territoires, et ce dans une diversité de filières : énergies renouvelables, réemploi, mobilité responsable, agriculture et alimentation durables... En 2024, ESS France a contribué à des dynamiques de structuration de ces filières grâce à :

- › un pilotage d'une étude dans trois régions pilotes pour concevoir un schéma logistique mutualisé entre les organisations de l'ESS spécialistes du réemploi des matériaux du bâtiment ;
- › la publication de livrets visant à mieux comprendre les cadres de contractualisation avec les éco-organismes pour les structures de l'ESS spécialistes du réemploi ;
- › un partenariat avec le Groupe VYV pour faciliter la mise en relation de structures de santé avec des organisations locales d'alimentation durable ;
- › des discussions avec France Vélo pour une représentation de l'ESS au sein de cette filière économique.

Plus d'informations sur notre site

#Ademe #GroupeVYV #Refashion #Ecomaison #Valdelia #Ecologic



### TÉMOIGNAGE

FRANÇOIS BLOUVAC, RESPONSABLE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE À LA BANQUE DES TERRITOIRES

### Consolider les modèles économiques des structures pour accompagner à la transition écologique

« La Banque des Territoires soutient l'économie sociale et solidaire (ESS) comme moteur de l'économie et enjeu majeur de la cohésion sociale et territoriale qui est une priorité de notre action en direction des acteurs locaux. À travers le DLA, un dispositif créé en 2002 et soutenu par la Banque des Territoires, l'État et des acteurs de l'ESS, environ 6000 structures, principalement des associations, bénéficient chaque année d'un accompagnement personnalisé pour consolider leur modèle économique. La Banque des Territoires est par ailleurs un investisseur en fonds propres en faveur de l'ESS et soutient également le centre de ressources dédié à la transformation écologique, en ligne avec sa stratégie pour intégrer transformation écologique et cohésion sociale, considérant ces enjeux comme indissociables pour l'avenir des territoires. »

## Fonds réemploi textiles : 2<sup>e</sup> session de l'AMI d'ESS France

En 2024, la 2<sup>e</sup> session de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) textiles porté par ESS France a permis de soutenir financièrement 33 structures de l'ESS ayant une activité de réemploi et de réutilisation des textiles pour déployer des actions de sensibilisation du grand public, de formation de leurs équipes, de réaménagement de leurs espaces de vente ou encore de création de boutiques itinérantes. Financé par Refashion, dans le cadre du Fonds Réemploi des textiles d'habillement,

linge de maison et chaussures (TLC), l'AMI est le fruit de négociations engagées à partir de 2022 afin de répondre aux besoins des structures de l'ESS. Il permet ainsi à ESS France de renforcer son action de structuration et d'animation du réemploi des textiles, en coopération avec les CRESS et les autres réseaux nationaux. Depuis le lancement de l'AMI d'ESS France en 2023, 49 structures ont déjà bénéficié de financements.

#Refashion

## Améliorer les pratiques environnementales

La crise écologique amène toute structure à repenser ses liens d'interdépendance aux éco-systèmes. ESS France propose des actions pour accompagner les organisations de l'ESS à engager leur transformation écologique. En 2024, des ateliers pratiques pour passer à l'action ont été proposés, et un état des lieux des outils et formations à la transformation écologique portés par les réseaux de l'ESS a été lancé. [Le projet européen baSE](#) s'inscrit dans cette démarche en proposant une formation, avec AgroParisTech, pour outiller les organisations de l'ESS à envisager la transformation écologique de leur projet stratégique.

#AgenceErasmus+

## Lutter contre le gaspillage alimentaire

Jusqu'en 2024, ESS France a animé le collectif national des structures de l'ESS spécialistes de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ce collectif a publié [une note de position sur la place de l'ESS dans cette filière](#) qui présente les freins rencontrés par les structures, et des leviers à activer pour faciliter leur action relevant pourtant de l'intérêt général quand on sait que 10 millions de tonnes de produits alimentaires sont perdus chaque année en France selon le ministère de la Transition écologique. Pour continuer à fonctionner, ces

structures ont besoin d'accéder au foncier, à des financements suffisants et aux denrées alimentaires issues du gaspillage.

Plus d'informations sur notre site



© PIXABAY.COM

## Cartographier les acteurs

Carteco est la carte collaborative des structures de l'ESS qui s'engagent dans la transition écologique. Elle référence aujourd'hui plus de 4 700 organisations de l'ESS dans six secteurs d'activité : gestion des ressources et déchets, agriculture et alimentation durables, mobilité responsable, bâtiment durable, éducation et protection de la nature, et accompagnement à la transformation écologique. Elle a pour but :

- > de donner de la visibilité aux activités opérées par les structures de l'ESS qui agissent pour la transition écologique ;
- > de réaliser des opérations de sourcing auprès d'acheteurs publics et privés qui souhaitent travailler avec l'ESS ;
- > d'estimer le poids de l'ESS dans les filières de transition écologique pour mieux les représenter ;
- > d'identifier les structures existantes pour animer et créer des dynamiques de coopération territoriale.

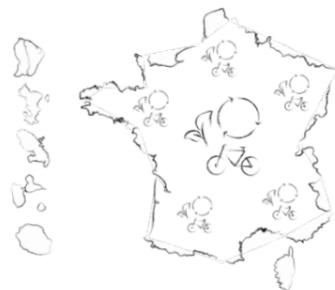
Consultez [carteco-ess.org](#)

#Ademe

## LES WEBINAIRES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ESS France organise chaque année [des webinaires](#) visant à mettre en lumière les actions de l'ESS en faveur de la transition écologique au travers de témoignages. En 2024, trois webinaires ont été organisés et ont mobilisé 290 personnes sur les thèmes suivants : accéder au foncier pour accélérer la transition écologique, l'ESS actrice de la démocratie alimentaire, les ruralités face à la crise écologique.

#Ademe #CaisseD'Épargne



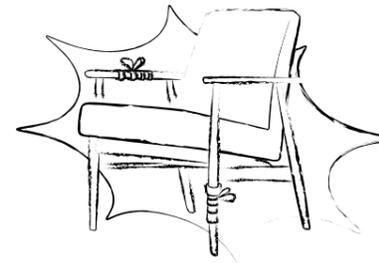
# 4708

structures référencées sur Carteco, la carte de l'ESS qui œuvre pour la transition écologique.

## CRÉER DES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

En organisant 63 événements interentreprises, ESS France et les CRESS ont mobilisé plus de 3500 professionnels pour développer des opportunités alignées sur les enjeux de transition et de responsabilité sociétale. Leur expertise en animation territoriale et en mise en réseau facilite l'accès des entreprises de l'ESS aux marchés stratégiques et accélère l'intégration de solutions responsables dans les chaînes d'approvisionnement.

#AgenceErasmus+



# 225

personnes ont participé aux speed-meetings « Filières REP & réemploi » organisés par ESS France et les CRESS en 2024.

## TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE DES ORGANISATIONS : ESS FRANCE CONTINUE SA MISSION D'ANIMATION

Le dispositif local d'accompagnement (DLA) est le dispositif public de soutien à l'ESS le plus important en France. Financé par l'État, la Banque des Territoires et l'Europe, et animé par l'Avise, il constitue un levier de développement important des organisations de l'ESS. ESS France et France Nature Environnement animent le Centre de ressources DLA (CRDLA) dédié à la transformation écologique dans le but d'accueillir l'ensemble des acteurs du dispositif et d'outiller les chargés de mission DLA de les intégrer de façon plus systémique dans tout accompagnement. En 2024, le CRDLA a produit un grand nombre de ressources visant à mieux appréhender ces liens d'interdépendance.

Consultez le site dédié : [crdla-transformation-ecologique.org](#)

#État #BanqueDesTerritoires

#PESSIS #FSE+

## Identifier les opportunités de développement de l'ESS

ESS France a poursuivi son exploration des filières d'avenir pour l'économie sociale et solidaire via deux notes perspectives.

- > **La première**, réalisée en partenariat avec Aésio Mutuelle, porte sur [les perspectives de développement de l'ESS dans la santé](#). La note met en évidence les spécificités de l'ESS qui constitue autant d'opportunités pour le système de santé de demain, comme la non-lucrativité et un positionnement fort dans les démarches de prévention. Les défis sont néanmoins nombreux pour faire face à la concurrence des entreprises à but lucratif.
- > **Pour la seconde**, avec le Groupe VYV, ESS France s'est attachée à montrer le rôle central de l'ESS pour faire éclore [des systèmes alimentaires favorisant la bonne santé](#). Ce travail s'appuie sur une notion globale de la santé prenant en compte que les pratiques de production et de consommation alimentaires doivent aussi promouvoir les liens sociaux et la vitalité du tissu économique local.

Plus d'informations sur notre site

#AésioMutuelle #GroupeVYV

## Égalité femmes-hommes : faire avancer les bonnes pratiques

La parité, faisons-la ! Voilà le mot d'ordre des cinq partenaires européens réunis autour du [projet CAPSE](#). Pour mener à bien cette mission, ces derniers ont mené une analyse des pratiques qui existent autour de l'égalité femmes-hommes et ont consolidé leurs travaux lors d'une rencontre avec des expertes à Madrid. L'objectif : construire un guide méthodologique. Cet outil servira de fil rouge à la formation et à la mobilisation à la parité dans la gouvernance des fédérations de l'ESS française, belge et espagnole.

#AgenceErasmus+

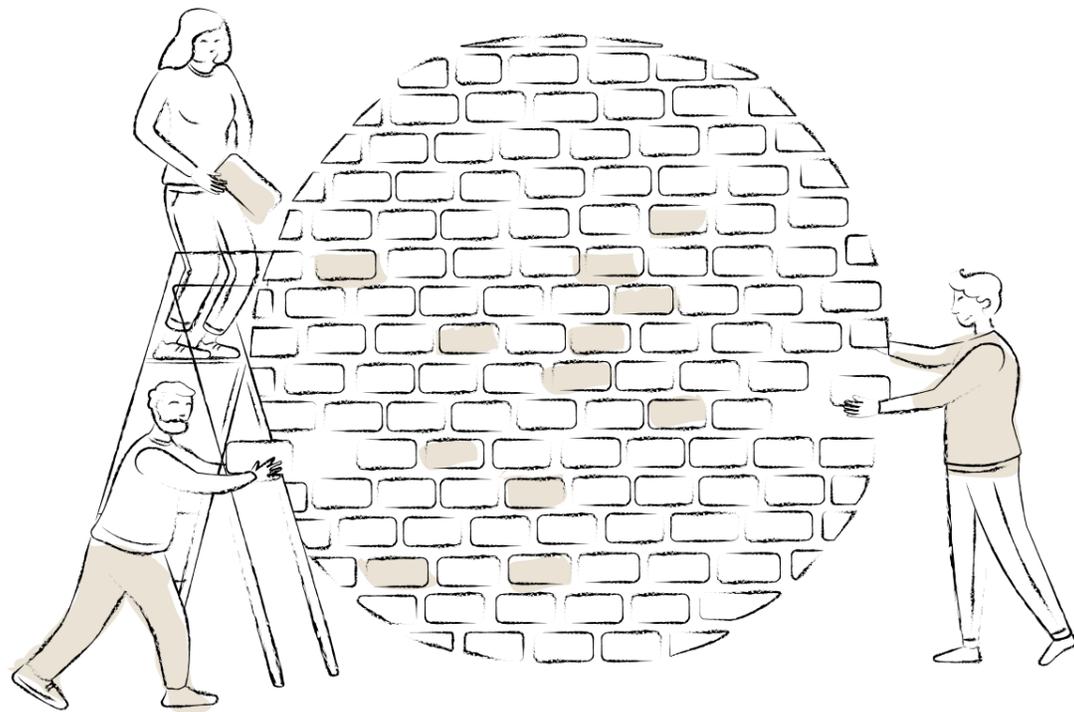
### PERSPECTIVES

#### ANIMER LES STRUCTURES ET ACCOMPAGNER À LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE

En 2025, ESS France publiera une ressource présentant la contribution de l'ESS aux quatre scénarios de l'Ademe visant la neutralité carbone d'ici 2050. Ce livrable démontrera en quoi l'ESS est force motrice pour une transition écologique des territoires. Un nouveau partenariat sera lancé avec Écomaison pour animer les structures de l'ESS du réemploi dans les filières des meubles, des jouets, des articles de bricolage et de jardin et des matériaux du bâtiment. ESS France continuera à renforcer son action d'accompagnement à la transformation écologique des organisations de l'ESS en publiant un état des lieux des outils et formations mis à disposition des structures par des réseaux de l'ESS, et en allant à la rencontre des structures en régions pour former 150 personnes via le projet Erasmus+ baSE.



© GERRIT WILCKE / UNSPLASH.COM



# ESS FRANCE, LE RÉSEAU DES CRESS

Maillon essentiel de l'ESS territoriale, les Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) poursuivent leur intégration à ESS France. Leur feuille de route politique affirme un positionnement « en articulation, complément et prolongement » d'ESS France. Leur adhésion au projet associatif s'est traduite par un engagement accru dans les instances et commissions, ainsi que par un relais territorial du plaidoyer national lors des élections législatives et du budget 2025.



Le réseau des CRESS au Salon des maires France et des CRESS au Salon des maires et des collectivités locales à Paris en mai 2024, sous la bannière « L'ESS pour les territoires », a permis d'échanger avec des élus et ministres sur le rôle des CRESS face aux défis de l'ESS.

## Feuille de route politique et opérationnelle

### UNE CAPACITÉ D'ACTION À RISQUE

Les CRESS alertent depuis des années au sujet du sous-financement de leur mission de service public, notamment documenté par le Rapport CRESS 2023. En 2025, ce manque de moyens pourrait atteindre un seuil critique en raison des baisses des subventions annoncées par les régions et les collectivités, elles-mêmes affectées par le contexte budgétaire. ESS France estime le manque à gagner à près de 600 000 euros.

Les CRESS ont finalisé leur feuille de route politique pour la mandature 2024-2027, exprimant, pour la première fois depuis leur adhésion à ESS France, leur raison d'être et leur positionnement en tant que réseau territorial animé par une tête de réseau nationale. Elles se fixent quatre grands objectifs stratégiques à atteindre d'ici 2027 : clarifier le fonctionnement du réseau, renforcer sa représentativité, garantir la cohérence du périmètre de l'ESS, et développer une stratégie pour libérer le potentiel de l'ESS au service des territoires et de ses filières. Ces objectifs ont été traduits en

actions concrètes dans un tableau de bord permettant de suivre leur avancement. À l'horizon 2027, les CRESS visent à se doter d'une offre de services nationale, complémentaire aux dispositifs existant dans les territoires. Cette offre sera développée au travers d'une méthodologie commune d'expérimentation, de modélisation et de déploiement, afin de détecter les besoins non encore couverts, pour lesquels les CRESS représentent le niveau d'intervention souhaitable. Le premier volet, axé sur les achats socialement et écologiquement responsables (ASER), devrait voir le jour d'ici fin 2025.

## Rédaction des nouveaux statuts types des CRESS

Depuis 2023, les CRESS travaillent au renouvellement de leurs statuts types, un cadre qu'elles ont décidé de se donner pour préserver la cohérence du réseau tout en leur garantissant la liberté d'adapter leurs statuts aux contextes territoriaux. Après plusieurs réunions, le groupe de travail « Statuts », coanimé par ESS France, a présenté en juillet 2024 une proposition de modification au comité des présidences. Cette proposition a ensuite fait l'objet d'une relecture collective, menée au niveau national par ESS France et au niveau régional par chaque CRESS, dans la recherche d'une approbation consensuelle.

# 18

 CRESS

Avec la création de la CRESS Martinique, il y a désormais une CRESS par département et région d'outre-mer.

# Un relai territorial pour les ambitions des acteurs nationaux

## UNE CARTE POUR CONNAÎTRE ET VALORISER LES PTCE

Un nouvel outil de cartographie des pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) a été expérimenté par la CRESS Pays de la Loire afin de mieux repérer, suivre et observer ces pôles de coopération. Destiné à un déploiement national, il sera animé par les CRESS qui assureront son actualisation et son animation. Ouvert aux membres des cellules nationale et régionale d'animation (CNA et CRA), cet outil constitue un levier stratégique pour renforcer la connaissance des PTCE, favoriser leur compréhension par les partenaires et accompagner l'animation de la politique publique qui leur est dédiée.

## UN NOUVEAU RAPPORT GOUVERNEMENTAL SUR L'ÉTAT DES CRESS

En avril 2024, le Conseil général de l'économie (CGE) a été mandaté pour réaliser une étude sur les CRESS, visant à actualiser le rapport CRESS 2023 et interroger leur niveau de financement. Mobilisées tout au long de l'analyse, les CRESS, sous la coordination d'ESS France, ont fourni des données quantitatives et qualitatives afin de faire émerger des préconisations pour un financement pérenne de leurs missions légales.

## UN CADRE COMMUN POUR LES PROJETS DE RÉSEAU

En tant que réseau, les CRESS entreprennent des projets communs et proposent des services à l'échelle nationale. Pour garantir la transparence et l'équité de traitement, il est essentiel de définir au préalable la répartition des charges et responsabilités. C'est pourquoi depuis septembre 2024, les CRESS travaillent sur une méthode de développement partagé des projets. Cette approche repose sur une charte de développement signée par toutes les CRESS, établissant les principes, le cadre de gouvernance et les modalités de résolution des conflits.

## UN ACCOMPAGNEMENT POUR SENSIBILISER À L'ESS

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) soutient l'installation d'activités commerciales en zone rurale par l'intermédiaire d'un fonds d'accompagnement pour les porteurs de projets. Plusieurs CRESS pionnières ont soumis une demande d'habilitation collective pour accéder à ce dispositif, au même titre que les réseaux consulaires. La réponse favorable souligne les moyens des CRESS pour soutenir des projets renforçant le lien social via les modèles de l'ESS.

## LES ACTIONS DES CRESS

### OCCITANIE

Dans le cadre du plan Habitat durable de la Région Occitanie, la CRESS a été mobilisée pour recenser les initiatives de l'ESS et identifier les leviers en matière d'habitat participatif et inclusif. Une concertation avec les acteurs de l'ESS a produit plusieurs propositions : appel à projet « habitat participatif », garantie des prêts fonciers solidaires, création d'un « labo de l'habitat des communs ».

### GUYANE

La CRESS Guyane a accompagné la collectivité territoriale de Guyane à l'élaboration de la première stratégie territoriale de l'ESS. En parallèle, elle a travaillé à un « Livre blanc de l'ESS en Guyane », regroupant une quarantaine de propositions d'actions pour structurer et renforcer l'ESS sur le territoire. Sa publication est prévue au printemps 2025.

Extrait de la loi N°2014-856 du 31 juillet 2014, relative à l'ESS, contenant les 6 missions attribuées aux CRESS



### PACA

La CRESS PACA pilote une offre ASER à destination des collectivités et entreprises pour développer les achats responsables via l'ESS. En 2024, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CRESS ont signé une convention pour renforcer les compétences des entreprises de l'ESS locales. Le programme inclut des rencontres entre acheteurs publics et fournisseurs de l'ESS, des ateliers et des rendez-vous individuels.

### CORSICA

La CRESS Corsica est membre du consortium Mobilité Erasmus+ « Éducation et formation des adultes » piloté par la collectivité. Les séjours permettent de rencontrer les acteurs européens, partager les bonnes pratiques et les diffuser auprès des structures de l'ESS sur l'île. En 2024, la CRESS s'est rendue au Pays basque espagnol pour une visite autour de la thématique du bien-vieillir.

### MARTINIQUE

Depuis 2022, les entreprises de l'ESS locales, soutenues par la Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS) ainsi que par ESS France outre-mer, ont travaillé à la relance d'une CRESS. Ce processus a été couronné par le

lancement opérationnel de la CRESS en 2024 et l'adhésion à ESS France. Son plan d'action 2025-2027 vise à ancrer la CRESS comme instance représentative de l'ESS sur l'île et à renforcer son impact dans le tissu économique et social.

### ÎLES DE GUADELOUPE

En octobre 2024, la CRESS des îles de Guadeloupe, en collaboration avec la région, la préfecture, le conseil départemental et les acteurs de l'ESS, a coorganisé le 2<sup>e</sup> séminaire de l'ESS. Cet événement a

rassemblé des partenaires engagés pour soutenir les projets locaux de l'ESS, favorisant les échanges sur les problématiques rencontrées et l'exploration de solutions de financement plus souples et accessibles.



Promouvoir & représenter

# 3 Oser la démocratie

L'économie sociale et solidaire incarne une vision résolument tournée vers l'avenir, en mettant l'humain, la justice sociale et l'égalité au cœur de ses pratiques économiques. À contre-courant des modèles traditionnels, l'ESS propose un modèle inclusif où la gouvernance est partagée et où les décisions sont prises collectivement. Le principe démocratique au cœur de nos organisations permet de mettre le partage de la valeur produite en débat. Loin d'affaiblir les structures, il est un des ressorts de leur capacité à protéger le plus grand nombre, de leur efficacité et de leur remarquable durée.



© PIERRE HERMAN / UNSPLASH.COM

## Au cœur des préoccupations des Français·es

Face à un climat politique où de nombreuses voix s'élèvent contre des décisions prises sans véritable consultation des citoyen·nes, l'ESS, en tant que modèle participatif et inclusif, apparaît comme une réponse pertinente aux attentes de la population. En effet, 83 % des Français·es se déclarent attachés au régime démocratique<sup>(1)</sup>, et 85 % estiment que trop de décisions sont prises à Paris par des personnes déconnectées de la réalité du terrain<sup>(1)</sup>. Plus de deux tiers des Français·es considèrent le recours au 49.3 comme non démocratique<sup>(2)</sup>, illustrant une méfiance croissante envers les mécanismes politiques perçus comme autoritaires.

Sources : 1- Harris interactive // 2- Le Figaro

## L'ESS, un exemple démocratique qui s'affirme

Dans un contexte où la démocratie représentative peine à mobiliser, l'ESS offre une réponse concrète, dynamique et participative, propice à rétablir le lien de confiance entre les citoyen·nes et le processus de délibération collective. L'ESS, encore parfois trop peu connue du grand public – pourtant présente partout dans notre économie, dans les activités les plus diverses et les plus ancrées de la vie quotidienne des Français·es –, incarne une vision économique où l'intérêt général prime et où chaque personne participe aux décisions.

## Renforcer la société civile et l'ESS : une urgence démocratique

Dans un communiqué de presse publié le 9 juillet 2024, ESS France a affirmé que le sursaut démocratique permettant d'éviter la tragédie d'une majorité d'extrême droite à l'Assemblée nationale a été rendu possible grâce à la mobilisation de la société civile. Benoît Hamon, président d'ESS France,



© MARCO ORCLES / UNSPLASH

s'est exprimé à ce sujet : « Dans une époque où toutes les digues semblaient céder, le rempart de la société civile contre l'extrême droite a tenu bon et a rallié d'innombrables citoyens humanistes et démocrates. » Au même moment, ESS France a appelé à une meilleure intégration de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques, à la mise en place d'une loi de programmation pour le développement durable de l'ESS, pour soutenir les médias de l'ESS et réserver certains secteurs du soin aux acteurs publics ou de l'ESS, afin de construire un avenir où chacun peut vivre dignement.

## Une ambition commune pour un avenir démocratique

L'ESS se positionne comme un pont entre la société civile, le monde politique et les différents corps intermédiaires. Elle appelle à un dialogue renouvelé, à des compromis partagés et à des transformations durables portées par les citoyen·nes. Cette démarche souligne la puissance d'une économie fondée sur des principes démocratiques et sur la coopération – une vision plus inclusive, hospitalière aux aspirations et aux besoins collectifs. L'ESS structure

déjà un grand nombre de secteurs clés comme la santé et le soin, les loisirs, l'accès aux droits ou encore à l'emploi. Ses organisations fonctionnent comme de véritables laboratoires démocratiques, où chaque voix compte, et où les responsabilités sont partagées. Ces entreprises démocratiques apportent des réponses concrètes à la « déprime démocratique » : elles sont de véritables anticorps face à la défiance qui s'installe dans notre société.

### ESS FRANCE SE MOBILISE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Dans un communiqué de presse publié le 14 juin, au lendemain de son congrès, ESS France appelle la société civile à refuser l'extrême droite au pouvoir, rappelant les dangers de cette politique antisociale : « Les élections des 30 juin et 7 juillet doivent marquer la défaite de l'extrême droite et le renouveau de notre démocratie républicaine. »



### TÉMOIGNAGE

AMANDINE LEBRETTON, DIRECTRICE DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

### Restaurer la confiance

« Selon le CESE, 76 % des sondés pensent que les femmes et hommes politiques sont déconnectés des réalités des citoyens (2024). Ce chiffre alarmant confirme ce que nous observons depuis des années : la démocratie est abîmée et la société se divise. Il est urgent de restaurer la confiance. Pour y contribuer, les associations, fondations, syndicats, mutuelles ont un rôle majeur à jouer. Trait d'union entre le monde politique et les citoyens, ils font le lien entre leurs réalités vécues au quotidien et les politiques publiques. Nourris par leur expérience de terrain, ils ont une lecture fine et concrète des enjeux qui traversent la société. Oser la démocratie, c'est donner à la société civile les moyens d'agir et de porter sa voix pour une société plus solidaire. C'est tout le sens du travail mené collectivement au sein du Pacte du pouvoir de vivre. »

## Mobiliser l'ESS pour réparer la démocratie

ESS France a choisi de faire de la démocratie le fil rouge de ses grands rendez-vous de fin d'année. Avec l'événement de rentrée politique et le Mois de l'ESS, nous mettons en lumière le rôle essentiel de l'ESS dans la reconstruction du lien démocratique. Grâce à ses modes de gouvernance inclusifs, l'ESS favorise le dialogue, la coconstruction et la participation citoyenne, inspirant ainsi une nouvelle manière de faire société. Face aux défis démocratiques actuels, elle apporte des solutions concrètes pour renforcer la confiance et faire vivre une citoyenneté économique engagée.



## Grand journal de l'ESS

Le 23 septembre 2024, ESS France, en partenariat avec Aéma Groupe, a organisé son temps fort annuel du plaidoyer. Dans une séquence politique marquée par la progression de l'extrême droite aux élections législatives, ESS France a choisi le thème « Mobiliser l'ESS pour réparer la démocratie ». L'événement a valorisé le savoir-faire démocratique des entreprises et organisations de l'ESS, qui participent à la construction d'un compromis social et peuvent redonner confiance dans la capacité à transformer la société. Par le biais d'un accompagnement de Makesense, la forme de l'événement a évolué vers davantage d'interactivité et a pris la forme d'un journal télévisé. Durant les séquences, plusieurs personnes sont intervenues et ont témoigné des transformations

majeures que l'ESS peut impulser en matière de démocratie et de démocratisation des médias. L'événement fut l'occasion de dévoiler les priorités de plaidoyer d'ESS France, quelques semaines avant le début des débats parlementaires portant sur le PLF.

#AémaGroupe



© JOSEPHINE LEFEBVRE

### ZOOM SUR L'ÉVÉNEMENT DE LANCEMENT DU MOIS DE L'ESS 2024

Le 4 novembre, ESS France a lancé la 17<sup>e</sup> édition du Mois de l'ESS au siège du Groupe VYV, en présence de plus de 180 personnes. La thématique centrale était « Réparer la démocratie », soulignant le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la revitalisation de la démocratie participative.

Stéphane Junique, président du Groupe VYV, Benoît Hamon, président d'ESS France, et Marie-Agnès Poussier-Winsback, ministre déléguée chargée de l'ESS, ont pris la parole en introduction de l'événement. Une table ronde sur l'avenir de la démocratie en entreprise a permis de croiser les regards de quatre intervenant-es sur le sujet : Abdelaali El Badaoui, Amandine Lebreton, Lionnel Rainfray et Chloé Chevalier. Michel Jézéquel, président du jury national des prix de l'ESS, a remis les prix nationaux de l'ESS 2024 dans les catégories « Utilité sociale » et « Transition écologique ». C'est également à l'occasion de cet événement qu'a été révélée la nouvelle campagne du Mois de l'ESS.

## + de 2/3

des Français-es considèrent le recours au 49.3 comme non démocratique.

(source Le Figaro)

### 17<sup>e</sup> ÉDITION DU MOIS DE L'ESS

En novembre, le Mois de l'ESS mobilise les structures de l'économie sociale et solidaire pour sensibiliser le plus grand nombre à une économie porteuse de sens. En 2024, 670 structures ont organisé 1 885 événements à travers la France, avec une attention particulière portée au grand public.

Cette volonté d'ouverture s'est accompagnée d'une campagne de communication ambitieuse qui a permis de toucher une audience inédite, marquant ainsi une avancée majeure pour la visibilité de l'ESS. Conférences, ateliers et portes ouvertes ont rythmé le mois, offrant un temps fort d'échanges et de coopération entre acteurs engagés au quotidien. Les prix de l'ESS, quant à eux, ont récompensé SNL-Prologues en Île-de-France et Les Fermes Partagées en Auvergne-Rhône-Alpes à l'échelle nationale, dans les catégories « Utilité sociale » et « Transition écologique », sur les 565 candidatures reçues.

Découvrez le site dédié : [mois-ess.org](https://mois-ess.org)

#État #BanqueDesTerritoires  
#BanquePopulaire #UpCoop  
#Ademe #CréditCoopératif  
#GroupeVYV #CFF

### DEUX SLOGANS PERCUTANTS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

« Chez nous, on décide à 50. Pas à 49-3 » et « Chez nous, tout le monde propose des solutions. Pas besoin de dissolution » sont les slogans des deux visuels pensés pour la campagne qui a été sponsorisée sur Facebook et LinkedIn pendant six jours début novembre. Dans un contexte de défiance démocratique, les acteurs de l'ESS insistent, via cette campagne, sur la nécessité de recréer du lien entre les citoyen-nes et les processus de délibération collective.

## Une campagne d'affichage avec Mediatransports

Avec le slogan « Chez nous, ça fait longtemps que les bénéfiques sont partagés équitablement. Si ça peut en inspirer certains », la campagne d'affichage – diffusée du 4 au 10 novembre dans 37 gares différentes en France et sur 100 écrans au total grâce au soutien de Mediatransports – a souhaité mettre en avant un principe fondamental de l'ESS : la répartition équitable des ressources et des bénéfiques. Contrairement aux entreprises classiques où les décisions se concentrent dans les mains de quelques personnes, « dans les organisations de l'ESS, tout le monde participe aux décisions. Ça change pas mal de choses ».



## +1,7

c'est, en million, le nombre de fois où l'affiche du Mois de l'ESS a été diffusée entre le 4 et le 10 novembre dans 37 gares de France.

### PERSPECTIVES

#### OBSERVER ET RENFORCER LA DÉMOCRATIE

Considérant que l'affaiblissement de l'ESS fragilise le caractère démocratique de notre pays, ESS France poursuivra son plaidoyer en faveur de l'évolution de notre mode d'entreprendre et de développement. Ce dernier est également confronté à des questionnements sur ses pratiques démocratiques et sur le renouvellement générationnel de ses instances : ESS France mènera donc des travaux relatifs à la démocratie dans les grandes organisations de l'ESS. En 2025, la 18<sup>e</sup> édition du Mois de l'ESS s'articulera avec le Forum mondial de l'ESS, qui se déroulera à Bordeaux fin octobre. Par ailleurs, les prix de l'ESS fêteront leurs 10 ans, une occasion parfaite de rappeler que l'ESS est présente partout, ancrée dans notre vie quotidienne dans les activités les plus diverses, et qu'elle est composée de modèles où « l'agir collectif » est la ligne de conduite.



© VLAD HUITANU / UNSPLASH.COM



Promouvoir & représenter

# 4

# S'engager au-delà des frontières

Si la précédente mandature pouvait être résumée par un Momentum pour l'ESS, les récentes évolutions politiques, sociétales et économiques qui ont traversé les États membres à l'issue des élections européennes ont bouleversé ces impulsions. **L'ESS fait face à des défis persistants qui restent encore pour beaucoup comme impensables.** Il sera essentiel pour ESS France de poursuivre la démonstration par la preuve de la contribution de l'ESS pour la compétitivité européenne qui doit s'appuyer sur une Europe sociale.



© GUILLAUME PÉRIEUX / UNSPLASH.COM

## Nouvelle mandature de la Commission européenne

Approuvée de justesse et entrée en fonction le 1<sup>er</sup> décembre 2024, la nouvelle mandature de la Commission européenne a reflété un climat de fragmentation politique en Europe, expliqué pour partie par l'augmentation des partis eurosceptiques au Parlement européen et les divisions qui en résultent. Développer l'innovation, la compétitivité, la décarbonation, la sécurité et la défense sont les nouvelles priorités de l'Union, fortement influencées par le [rapport de Mario Draghi](#), ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), publié en septembre 2024 pour pallier le décrochage économique européen. Si ce dernier ne mentionne pas l'ESS comme actrice clé pour l'avenir de l'Europe, ce n'est pas le cas du [rapport d'Enrico Letta](#), ancien Premier ministre italien et président de l'Institut Jacques-Delors, publié en avril 2024 et qui reconnaît que l'ESS contribue à créer des emplois et des services essentiels, ainsi qu'à réduire la pauvreté.



© DR

## PLAIDOYER AUPRÈS DES COMMISSAIRES ET DE L'INTERGROUPE ESS AU PARLEMENT

ESS France a dû, comme il y a cinq ans, fortement se mobiliser tant auprès des eurodéputés que des commissaires européens pour réussir à obtenir la nomination d'un portefeuille ESS détenu désormais par Roxana Mînzatu, vice-présidente exécutive chargée des droits sociaux et des compétences, des emplois de qualité et de la préparation, et pour obtenir le renouvellement de l'intergroupe ESS du Parlement européen fin décembre.

Plus d'informations sur notre site

## Pour faire de l'ESS un levier de résilience

Il est impératif voire nécessaire, entre autres, que :

- > la proposition d'initiative législative sur les activités transfrontalières des associations soit adoptée ;
- > la connaissance des modèles de l'ESS au sein des institutions européennes soit promue voire approfondie ;
- > le marché de l'énergie soit régulé ;
- > la Directive européenne CSRD lui soit applicable ;
- > une taxonomie sociale soit mise en place ;
- > le Semestre européen soit renforcé ;
- > la création de groupes prudentiels européens d'assurances mutualistes soit permise ;
- > les transitions écologique et numérique soient portées politiquement avec des financements dédiés.



### TÉMOIGNAGE

**STÉPHANE MONTUZET,**  
VICE-PRÉSIDENT D'ESS FRANCE CHARGÉ DE L'EUROPE ET DE L'INTERNATIONAL

### Porter un plaidoyer ambitieux à l'échelle européenne

« Parce que les crises ne connaissent pas de frontières, notre engagement et nos actions doivent aussi se penser comme une réponse sans frontières aux défis globaux. Les récentes reconnaissances internationales de l'ESS, la perspective du GSEF en octobre 2025, renforcent la responsabilité d'ESS France d'agir à une échelle internationale, car nul autre tient un tel rôle fédérateur allant des réseaux et familles nationales jusqu'aux territoires au travers des CRESS. Nous assumons ce rôle depuis de longues années pour porter un plaidoyer ambitieux auprès des instances européennes et internationales, pour influencer les politiques publiques, renforcer la coopération entre acteurs et promouvoir l'ESS comme un projet de société basé sur la solidarité, l'interculturalité, le dialogue et la paix. »

## Plaidoyer d'ESS France pour les élections européennes

Les enjeux sont multiples pour poursuivre la légitimation de la contribution des entreprises et organisations de l'ESS à la prospérité collective, à la cohésion sociale et à la démocratie renforcée par la participation citoyenne à l'échelle de l'Union, et permettre ainsi de relever les objectifs de développement durable. Le plaidoyer d'ESS France, publié en juin à l'aune des élections européennes, rappelle le rôle clé que les institutions européennes auront à jouer pour poursuivre la reconnaissance de l'ESS :

en effet, 4,3 millions d'entreprises et d'organisations emploient en Europe plus de 11,5 millions de personnes qui apportent des solutions concrètes, innovantes et résilientes aux principaux défis auxquels les citoyen·nes sont confrontés en Europe. Le momentum de l'ESS doit se poursuivre par des mises en œuvre concrètes et ambitieuses des politiques publiques européennes et se traduire par la prise de conscience que l'ESS est l'économie des solutions et la norme souhaitable de l'économie de demain.

## Rencontre européenne de l'économie sociale à Liège

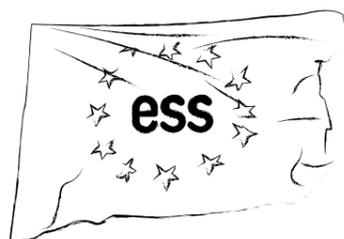
Lors de cette conférence en février 2024 a été adoptée, sous présidence belge du Conseil de l'Union européenne (UE), « une feuille de route pour l'économie sociale dans l'UE » partagée par une vingtaine de ministres européens chargés de l'ESS. Parmi les 25 recommandations pour s'assurer de la prise en compte ambitieuse de l'ESS à l'aune des élections, retenons les trois suivantes :

- > placer l'ESS dans le programme d'action de la prochaine Commission européenne ;
- > faire entrer l'ESS dans le portefeuille d'un commissaire européen ;
- > poursuivre le plan d'action de la Commission pour l'ESS.

## Présidence belge du Conseil de l'Union européenne

La Belgique a succédé à l'Espagne durant le premier semestre avec des objectifs clairs et ambitieux pour l'économie sociale pour sa 13<sup>e</sup> présidence du Conseil de l'Union européenne. En pleine période charnière précédant les élections européennes, elle a hissé parmi ses six priorités la défense de l'État de droit, la démocratie et l'unité. La présidence belge a demandé de nombreux avis consultatifs au Conseil économique, social et environnemental (CESE), notam-

ment sur le pouvoir de l'économie sociale dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale afin de contribuer aux discussions sur l'Agenda stratégique pour les cinq prochaines années. Les acteurs sociaux et la société civile représentés au sein de Social Economy Europe ont largement été associés à ces travaux qui ont notamment trouvé leur point d'orgue lors de la rencontre européenne en février 2024 à laquelle ESS France a largement collaboré.



# 500

personnes présentes à la Rencontre européenne de l'économie sociale à Liège en Belgique.

### ACTES DU FORUM MONDIAL DE DAKAR DE 2023

Publiés en janvier 2024, ces actes reviennent sur les temps forts de la 6<sup>e</sup> édition du Forum mondial de l'ESS accueilli pour la première fois en Afrique, à Dakar, en mai 2023. La Déclaration éponyme, avec ses 17 recommandations, appelle à un changement de paradigme donnant la priorité aux personnes et à la planète, en droite ligne avec la Résolution des Nations unies dont l'adoption quelques jours plus tôt a été le signe d'une reconnaissance internationale de l'ESS et de son potentiel au plus haut niveau de l'agenda politique.



# 1200

contributions provenant du monde entier ont été recensées dans le cadre du Forum mondial de l'ESS 2025 qui aura lieu pour la première fois en France, à Bordeaux.

### UN AN AVANT LE FORUM MONDIAL DU GSEF

Plus de 3 000 personnes des cinq continents sont attendues pour la 7<sup>e</sup> édition du Forum mondial de l'ESS qui se déroulera à Bordeaux du 29 au 31 octobre 2025. Son organisation est confiée tous les deux ans à une ville hôte par le Global Social Economy Forum (GSEF) dont la coprésidence est assurée par le maire de Bordeaux et la CRESS Nouvelle-Aquitaine représentant ESS France. Un appel à contributions a été lancé sur « L'ESS, une condition pour la transition juste vers des territoires résilients et le bien-être de leurs habitants » qui sera analysé par un comité scientifique dédié composé de chercheurs-euses et d'acteurs nationaux et internationaux, dont ESS France.

## Nouvelle résolution adoptée à l'assemblée générale des Nations unies

L'ESS poursuit son essor sur la scène internationale, marquant une étape historique avec l'adoption, le 20 novembre 2024, d'une résolution en assemblée générale des Nations unies. Portée par de nombreux pays dont l'Espagne, le Chili, le Sénégal, avec un soutien appuyé de la France, cette résolution souligne l'importance cruciale de l'ESS dans la construction d'un monde plus équitable et durable, et réaffirme son rôle clé

pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). Dans l'Agenda 2030 des Nations unies, est explicité que pour maximiser son impact sur les ODD, il est primordial que les gouvernements mettent en place des politiques publiques qui favorisent l'ESS, notamment en réorientant les activités des institutions financières afin qu'elles répondent aux impératifs des droits de l'homme et du développement durable.

## Webinaire ESS et Europe

Quel futur voulons-nous dessiner pour l'ESS en Europe dans les dix années à venir ? Jérôme Saddier, président d'ESS France, Sarah de Heusch, directrice de Social Economy Europe, et Mathieu de Poorter, président du CEDAG (Comité européen des associations d'intérêt général), ont échangé à l'occasion d'un webinaire organisé dans le cadre d'imagin'Ère de l'ESS en amont du congrès des 12 et 13 juin.

### PERSPECTIVES

#### FAIRE RÉSONNER UNE AMBITION COMMUNE

La réussite du Forum mondial de l'ESS du GSEF, organisé pour la première fois en France à l'automne 2025, constitue l'un des axes centraux du plaidoyer d'ESS France. Lancé en grande pompe le 3 décembre en présence de la présidence d'ESS France dans les locaux de la mairie de Bordeaux, cet événement doit faire résonner l'ambition qui est la nôtre de faire de l'ESS la « norme qui régule l'économie de demain », imposant le primat de l'humain et du projet collectif sur le capital, et structurant une économie de la proximité comme du long terme. ESS France poursuivra son plaidoyer rappelé avec conviction dans son document pour les élections européennes et déployé par l'intermédiaire d'une nouvelle vice-présidence dédiée à cette dynamique internationale de l'ESS, pour aller vers une nouvelle étape politique et opérationnelle et ainsi renforcer l'expertise d'ESS France pour les années à venir.



### ZOOM SUR LES PROJETS EUROPÉENS D'ESS FRANCE FINANCÉS PAR ERASMUS+

>> Une analyse des pratiques autour de l'égalité femmes-hommes a été réalisée dans le cadre de CAPSE pour consolider les travaux des spécialistes réunis à Madrid. L'objectif : construire le Guide méthodologique qui servira de base à la formation à la parité, destinée à la gouvernance des fédérations de l'ESS.

>> Le projet baSE en est à la phase de la modélisation de la formation. ESS France et AgroParisTech ont combiné leur expertise pour développer un outillage complet des organisations de l'ESS dans l'intégration de la transformation écologique à leur projet stratégique.

>> Le projet Social Impact Manager (SIM) s'appuie sur une recherche de terrain pour structurer une formation adaptée aux alliances territoriales, au développement économique et à l'impact social. À partir d'entretiens et d'enquêtes avec des acteurs clés, les partenaires ont défini les bases du métier SIM à Rijeka (Croatie). ESS France et l'Université Paris 1 poursuivent cette dynamique en mobilisant leurs réseaux pour positionner son rôle stratégique. #AgenceErasmus+

# LA GOUVERNANCE

En 2024, 35 structures adhérentes et 62 membres du Conseil d'Administration (30 titulaires, 30 suppléants, un président et un représentant des salariés sans droit de vote) composent la gouvernance d'ESS France. L'Assemblée Générale a renouvelé le Conseil d'Administration le 12 juin 2024. Les nouveaux élus bénéficient d'un mandat de quatre ans, avec un renouvellement par moitié tous les deux ans. Benoît Hamon a été élu à la Présidence d'ESS France jusqu'en 2027.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### TITULAIRES

**JÉRÔME SADDIER**  
COOP FR

**ÉRIC CHENUT**  
FNMF

**DAMIEN BALDIN**  
CFF

**PASCAL DEMURGER**  
Mouvement Impact France

**FATIMA BELLAREDJ**  
Coop FR

**CLAIRE THOURY**  
Le Mouvement Associatif

**MARION LELOUVIER**  
CFF

**JÉRÔME VOITURIER**  
Le Mouvement Associatif

**JOCELYNE LEROUX**  
FNMF

**CAROLINE NEYRON**  
Mouvement Impact France

**YVES PELLICIER**  
AAM

**VÉRONIQUE PONCIN**  
AAM

**YANNICK LUCOT**  
CRESS AURA

**KAMALDINE ATTOUMANI**  
CRESS Mayotte

**JEAN-LOUIS DENOUES**  
CRESS centre val de loire

**EMMANUELLE BEYER**  
CRESS Grand Est

**TATIANA DESMAREST**  
CRESS BFC

**PEGGY ROBERT**  
CRESS Hauts de France

**MORGANE GAUQUELIN**  
CRESS Ile-De-France

**MICHEL JÉZÉQUEL**  
CRESS Bretagne

**STÉPHANE MONTUZET**  
CRESS Nouvelle Aquitaine

**MURIELLE TOTO**  
CRESS Îles de la Guadeloupe

**CHLOÉ DUREY**  
CRESS Pays de la Loire

**DENIS PHILIPPE**  
CRESS PACA

**LAURENCE LEPETIT**  
France Générosités

**THIERRY SIBIEUDE**  
FAIR

**NADINE BARBOTTIN**  
FEHAP

**BÉRÉNICE DONDEYNE**  
Mouvement Économie Solidaire

**BERTRAND SOUQUET**  
L'ESPER

**HUGUES VIDOR**  
UDES

### SUPPLÉANT-ES

**BASTIEN SIBILLE**  
Coop FR

**YANNICK LUCAS**  
FNMF

**ELSA GRANGIER**  
CFF

**PIERRICK DE RONNE**  
Mouvement Impact France

**CHRYSTEL GIRAUD-DUMAIRE**  
Coop FR

**MICKAEL HUET**  
Le Mouvement Associatif

**ABDELAALI EL BADAOUI**  
CFF

**ANNE LAVAUD**  
Le Mouvement Associatif

**EMILIE BANNY DUCELIER**  
FNMF

**LOUBNA KSIBI**  
Mouvement Impact France

**ADRIEN COURET**  
AAM

**CORNELIA FEDERKEIL**  
AAM

**SANDRA CABAREC**  
CRESS Martinique

**SAÏRA BOUSSOURI**  
CRESS Mayotte

**NADINE RAMIN ROCHE**  
CRESS Ile de la Réunion

**JEAN-PIERRE RUBINI**  
CRESS Corse

**JEAN-MARC AIMABLE**  
CRESS Guyane

**PASCAL CALLEMYN**  
CRESS Hauts de France

**YOUSSEF ACHOUR**  
CRESS Ile-de-France

**MARIE-MARTINE LIPS**  
CRESS Bretagne

**SYLVIE MALEON**  
CRESS Nouvelle Aquitaine

**ANDRÉ DUCOURNAU**  
CRESS Occitanie

**PIERRE-ÉDOUARD MAGNAN**  
CRESS Normandie

**ISABELLE DOREY**  
CRESS PACA

**MATTHIEU GROSSET**  
FEI

**CLÉMENCE VAUGELADE**  
FAIR

**MARYSE DE WEVER**  
FEHAP

**CONSTANCE ANDRE-AIGRET**  
Mouvement Économie Solidaire

**SYLVIE EMSELLEM**  
L'ESPER

**LAURENT PINET**  
Coorace

élit

### LE PRÉSIDENT



**BENOÎT HAMON,**  
Président

### LE BUREAU

**FATIMA BELLAREDJ,**  
Secrétaire Générale

**CHLOÉ DUREY,**  
Trésorière

**DAMIEN BALDIN,**  
Vice-Président en charge de la jeunesse, de l'éducation, de l'influence et des médias

**EMILIE BANNY-DUCELIER**  
Vice-Présidente en charge des bonnes pratiques de l'ESS, de l'inclusion et de l'égalité Femmes/Hommes

**CAROLINE NEYRON,**  
Vice-Présidente en charge du développement économique de l'ESS

**YVES PELLICIER,**  
Vice-Président en charge de la transition écologique

**KAMALDINE ATTOUMANI,**  
Vice-Président en charge des outre-mer

**MORGANE GAUQUELIN,**  
Vice-Présidente en charge de la prospective, de l'observation et du lien à la recherche

**MICHEL JÉZÉQUEL,**  
Vice-Président en charge du développement territorial de l'ESS et du développement des missions des CRESS

**STÉPHANE MONTUZET,**  
Vice-Président en charge de l'Europe et de l'international

**MICKAEL HUET,**  
membre du Bureau

**PEGGY ROBERT,**  
membre du Bureau

**BÉRÉNICE DONDEYNE,**  
membre du Bureau

**SYLVIE EMSELLEM,**  
membre du Bureau

**HUGUES VIDOR,**  
membre du Bureau

## LES COMMISSIONS

Fin 2024, le Conseil d'administration d'ESS France a acté la constitution des commissions thématiques animées par les Vice-Présidentes et Vice-Présidents d'ESS France. Cette nouvelle organisation par commissions donne aux membres une plus grande place dans l'orientation de la stratégie d'ESS France et leur permettra d'alimenter les travaux et projets menés par l'équipe opérationnelle.

- Commission Europe et International  
– Présidée par Stéphane Montuzet
- Commission Finances  
– Présidée par Chloé Durey
- Commission Développement territorial  
– Présidée par Michel Jézéquel
- Commission Transition écologique  
– Présidée par Yves Pellicier
- Commission Observation, prospective et lien à la recherche  
– Présidée par Morgane Gauquelin
- Commission Développement économique  
– Présidée par Caroline Neyron
- Commission Education & Jeunesse  
– Présidée par Damien Baldin
- Commission Bonnes pratiques, Inclusion, Égalité femmes-hommes  
– Présidée par Emilie Banny-Ducelier

# L'ÉQUIPE SALARIÉE

## Délégation générale



**ANTOINE DÉTOURNÉ,**  
délégué général



**HOUSSEINATOU CAMARA,**  
chargée de mission auprès de la présidence et de la délégation générale

## Fonctions transverses



**CLARA MASSIN,**  
responsable administrative et financière



**MICHELE CLARI,**  
chargé d'animation de réseau et de la vie fédérative

## Développement économique



**FABRICE COMBET,**  
responsable du développement économique

## Affaires publiques nationales, européennes et internationales



**PAULINE RAUFASTE,**  
responsable des affaires publiques nationales



**MATHILDE NAUD,**  
chargée d'affaires publiques nationales



**CÉLINE CORVISY-MILLIERAT,**  
responsable des affaires européennes et internationales

## Communication

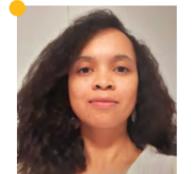


**MARIE GERARD,**  
responsable de la communication



**OU MAYMA RHIATI,**  
chargée de communication en alternance

## Projets européens



**JOSSIE RAVOMANANA,**  
chargée de l'ingénierie de formation et projets européens

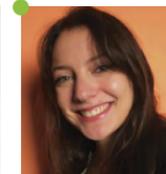
## Transition Écologique



**AUORE MÉDIEU,**  
responsable de la Transition écologique et économie circulaire



**RAPHAËLLE BRETHOMÉ,**  
chargée de mission Transition écologique



**JULIETTE TAVITIAN,**  
chargée de mission CRDLA Transformation Écologique

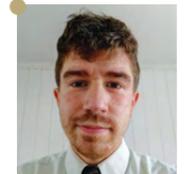


**CHLOÉ SANCHO LATREILLE,**  
chargée de mission Filière Textile

## Observatoire national de l'ESS



**STEVE LEWIS,**  
responsable de l'Observatoire national de l'ESS



**MATTHIEU DUMOULIN,**  
chargé d'études données à l'observatoire national de l'ESS

## LES CADRES DE TRAVAIL

### CADRES ET GROUPES DE TRAVAIL

- dispositif permanent de plaidoyer
- commission égalité femmes-hommes
- observation : groupes de travail observatoire, et Système d'Information
- transition écologique : comité de pilotage Carteco ; amélioration des pratiques environnementales internes ; structuration de filières

- (réemploi des matériaux du bâtiment et réemploi des textiles) ; DLA régionaux et transition écologique
- Communication : Mois de l'ESS, groupe de travail Communication
- développement économique : achats socialement et écologiquement responsables (ASER)

### CRESS

- DirCRESS : cadres de coordination des directions des CRESS
- InterCRESS : réunion annuelle des CRESS
- COREG : comité des régions avec les présidences et les directions des CRESS

# LE BUDGET ANNUEL

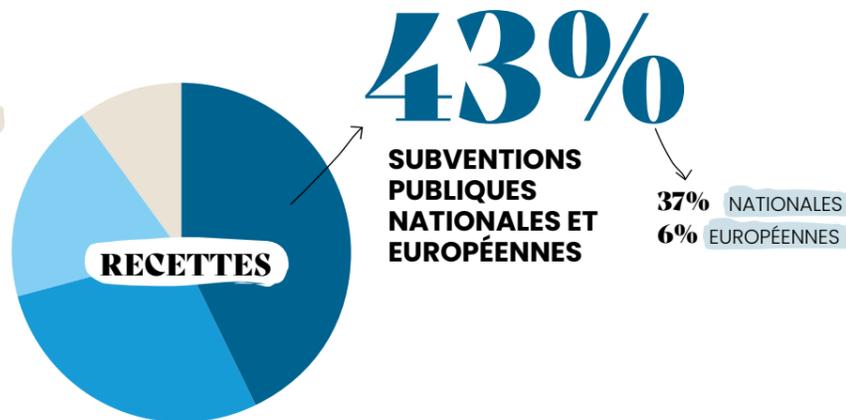
Avec un budget de 2 090 k€, 2024, année particulière de Congrès, a vu ESS France poursuivre la consolidation de son modèle économique en conservant ses équilibres.

**RECETTES = 2 092 000 €**

**10%**  
MUTUALISATIONS  
ET DIVERS

**19%**  
COTISATIONS

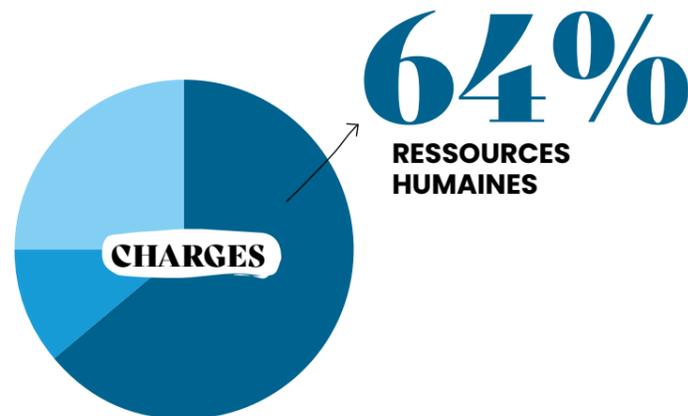
**28%**  
PRÉSTATIONS ET  
PARTENARIATS  
PRIVÉS



**CHARGES = 2 090 000 €**

**25%**  
DÉPENSES  
SPÉCIFIQUES LIÉES  
AUX ACTIVITÉS  
DES PÔLES

**11%**  
FONCTIONNEMENT  
GÉNÉRAL



# NOS MEMBRES ET PARTENAIRES

## MEMBRES



## PARTENAIRES PUBLICS



## PARTENAIRES FINANCIERS PRIVÉS



\*Nous ont rejoint en 2024

[www.ess-france.org](http://www.ess-france.org)



ESS France



essfrance.bsky.social

